MAD.

DOSSIER DE DÉCRYPTAGE



DÉCRYPTAGE · FINANCES PUBLIQUES

Conférence de presse du groupe parlementaire Pastef

16 novembre 2026 — Budget 2027, PRES, dette et énergie : ce qu'ont dit les six intervenants, chiffres à l'appui.


Ayib Daffé


Mamadou Yauck


Dr Babo Amadou Bâ


Cheikh Fatma Diop


Aliou Diouck


Amadou Bâ (« N2 »)

Sigles et acronymes

Les 43 sigles employés dans ce dossier, par ordre alphabétique.

3FPT	Fonds de financement de la formation professionnelle et technique
AE	Autorisation d'engagement
ANS / CFCB	Assemblée nationale du Sénégal / Commission des finances et du contrôle budgétaire
BOAD	Banque ouest-africaine de développement
CGI	Code général des impôts
CP	Crédit de paiement
CRSE	Commission de régulation du secteur de l'énergie
CSE	Contribution de solidarité économique (transcription) ou contribution spéciale sur les entreprises (dossier)
DGPE	Direction générale de la planification et des politiques économiques
DPPD	Document de programmation pluriannuelle des dépenses
DTS	Droits de tirage spéciaux (unité de compte du FMI)
EHCVM	Enquête harmonisée sur les conditions de vie des ménages
ENSAE	École nationale de la statistique et de l'analyse économique
FCFA	Franc de la Communauté financière africaine
FMI	Fonds monétaire international
FONSIS	Fonds souverain d'investissements stratégiques
FOVAS	Fonds de valorisation des actifs du Sénégal
IGF	Inspection générale des finances
IMF	Impôt minimum forfaitaire
ISEP	Institut supérieur d'enseignement professionnel
JOJ	Jeux olympiques de la jeunesse
kWh	Kilowattheure
LFI	Loi de finances initiale
LFR	Loi de finances rectificative
LIC-DSF	Cadre de viabilité de la dette des pays à faible revenu (FMI – Banque mondiale)
Mds	Milliards de francs CFA
OMS	Organisation mondiale de la santé
OPEX	Opérations extérieures des armées
PAP	Projet annuel de performance
PDZAM	Programme de désenclavement des zones de production agricoles et minières
PIB	Produit intérieur brut
PLFI	Projet de loi de finances initiale
PLFR	Projet de loi de finances rectificative
PPP	Partenariat public-privé
PRES	Plan de redressement économique et social
RNU	Registre national unique
SDMT	Stratégie de gestion de la dette à moyen terme
SNPE	Sigle repris du dossier, non développé
SONACOS	Société nationale de commercialisation des oléagineux du Sénégal
SYSBUDGEP	Système support du budget-programme
TVA	Taxe sur la valeur ajoutée
UMOA	Union monétaire ouest-africaine
UQAM	Université du Québec à Montréal

L'essentiel

Le 16 novembre 2026, le groupe parlementaire Pastef, majoritaire à l'Assemblée nationale, a dressé en six interventions un bilan critique des choix budgétaires du Gouvernement.

−792 Mds
d'investissement public entre la LFI 2026 et le PLFI 2027 (−28 %)

−59 %
de recettes attendues du PRES : 762,6 → 311,5 Mds dans le PLFR 2026

1 956 Mds
d'arriérés intérieurs restant à apurer

−60 %
de subventions à l'énergie : 790,3 → 316,3 Mds d'ici 2029

+466 FCFA
par litre de gasoil si l'écart avec le prix réel est comblé (+202 sur le super)

−417,7 Mds
de crédits de paiement sur 15 projets entre 2026 et 2027 (−87 %)

Le fil conducteur : un budget 2027 en contraction, des recettes du PRES qui ne rentrent pas, un financement qui repose sur le marché régional et les arriérés, une réforme de l'énergie qui fera payer le prix réel aux consommateurs, et un PLFI 2027 bâti sur les hypothèses d'un PLFR rejeté.

#	Intervenant	Thème	Chiffre clé
1	Ayib Daffé	Contrôle parlementaire, PLFR 2026 et PLFI 2027	Sept pièces demandées au Gouvernement, non reçues
2	Mamadou Yauck	Cadrage macroéconomique et budgétaire, sincérité, subventions	Subventions à l'énergie : 790,3 → 316,3 Mds d'ici 2029
3	Dr Babo Amadou Bâ	Équilibre et financement du budget	Besoin de financement 2026 : 6 075,2 Mds
4	Cheikh Fatma Diop	Le PRES	Recettes attendues : −451,1 Mds (−59 %)
5	Aliou Diouck	Lecture économique de la LFI 2026 et du PLFI 2027	Investissement : −792,1 Mds (−28 %)
6	Amadou Bâ (« N2 »)	Analyse des projets coupés	15 projets : −417,7 Mds (−87 %) ; 5 hôpitaux sans crédits

Sources : dossier de synthèse de la conférence ; extrait vidéo diffusé en direct sur Jàllale TV (diapositives et transcription partielle du volet énergie). Les intervenants et leurs thèmes ont été confirmés par la rédaction. Tous les chiffres sont ceux du groupe Pastef.

Les intervenants

Six voix du groupe Pastef : des statisticiens et économistes du parti, et deux responsables parlementaires.



INTERVENTION 1

Mohamed Ayib Salim Daffé

Président du groupe parlementaire Pastef

Juriste, né à Sédhiou en 1977. Député depuis 2022, ancien président de la Commission des délégations, il dirige le groupe parlementaire Pastef, reconduit en décembre 2024. Secrétaire général par intérim de Pastef.

Thème : contrôle parlementaire, PLFR 2026 et PLFI 2027



INTERVENTION 2

Mamadou Yauck

Statisticien, conseiller spécial du président de l'Assemblée nationale

Major de promotion de l'ENSAE, docteur en statistique de l'Université Laval (Canada). Ancien professeur à l'UQAM, chercheur postdoctoral à McGill et à l'Université de Caroline du Nord, consultant pour l'OMS. Nommé le 27 janvier 2025 conseiller spécial du président de l'Assemblée nationale. Connu pour ses projections des législatives de 2024.

Thème : cadrage macroéconomique et budgétaire, sincérité, subventions



INTERVENTION 3

Dr Babo Amadou Bâ

Économiste, cadre de Pastef

Membre de Pastef depuis 2017, vice-coordonnateur du Mouvement national des cadres du parti. Nommé en 2024 directeur général du Fonds de financement de la formation professionnelle et technique (3FPT). Auteur d'un livre sur la souveraineté monétaire.

Thème : équilibre et financement du budget



INTERVENTION 4

Cheikh Fatma Diop

Économiste, commissaire à l'Économie et à la Planification de Pastef

A coordonné le programme économique de Pastef. Membre du Mouvement national des cadres du parti, il intervient régulièrement sur la dette publique et la politique monétaire.

Thème : le PRES



INTERVENTION 5

Aliou Diouck

Économiste-statisticien et financier

Expert en gouvernance du secteur public. Il commente régulièrement les lois de finances dans les médias, notamment l'examen du PLFR 2026 et le rejet des textes budgétaires en commission.

Thème : lecture économique de la LFI 2026 et du PLFI 2027



INTERVENTION 6

Amadou Bâ (« N2 »)

Juriste, député Pastef élu à Thiès

Mandataire du candidat Bassirou Diomaye Faye à la présidentielle de 2024, puis 5e vice-président de l'Assemblée nationale. Ministre de la Culture, de l'Artisanat et du Tourisme à partir de septembre 2025, il a retrouvé son siège de député le 22 juin 2026.

Thème : analyse des projets coupés



PARTIE 1

Contrôle parlementaire et cohérence entre le PLFR 2026 et le PLFI 2027

Mohamed Ayib Salim Daffé

Pour Ayib Daffé, le PLFI 2027 est construit sur les hypothèses du PLFR 2026 rejeté, sans les pièces que la commission des finances réclame, et il réduit de 417,7 Mds (−87 %) les crédits de 15 projets.

Le PLFR 2026, rejeté deux fois

Date	Événement
20 oct.	Ouverture de l'examen ; travaux suspendus pour laisser le Gouvernement répondre
23 oct.	Reprise après le mémorandum de réponses ; premier rejet en commission
26 oct.	Mémorandum de la commission des finances au Gouvernement
27 oct.	Renvoi en commission à la demande du ministre (art. 84 du Règlement intérieur)
29 oct.	Réponse de 29 pages signée par le ministre
30 oct.	Second examen : le ministre défend un déficit de 7,6 % « autorisé, non exécuté » ; nouveau rejet

Un PLFI 2027 adossé au PLFR rejeté

Date	Événement
12 oct.	Dépôt du PLFI 2027 sans deux annexes : DPPD/PAP et stratégie de dette (SDMT)
3 nov.	Lettre n° 41/ANS/CFCB : Alphonse Mané Sambou, président de la commission, suggère le retrait du texte ; le ministère répond que le rejet d'une LFR n'entraîne pas son retrait
5 nov.	Le président de la commission précise que sa lettre suggérait le retrait sans l'exiger
7 nov.	Rejet de la première partie du PLFI 2027 en commission

Sept pièces demandées au Gouvernement, non reçues

#	Pièce demandée	Ce qu'elle doit permettre de vérifier
1	Rapport Forvis Mazars	La situation réelle de la dette
2	Rapport de l'IGF sur la dette non financière	L'ampleur de cette dette
3	Paramètres convenus avec le FMI	La cohérence avec les hypothèses du programme
4	Extraits SYSBUDGEP (investissements sur ressources extérieures)	Le rythme de décaissement
5	Rapport d'exécution budgétaire de septembre 2026	La justification du plafond de déficit de 7,6 %
6	Rapport d'audit du RNU	Dix ans de bourses de sécurité familiale
7	Liste des bénéficiaires des transferts (bourses et SNPE)	Qui reçoit les transferts, alors que l'enveloppe des bourses passe de 35 à 70 Mds

La référence contestée : la « LFI 2026 ajustée »

Le PLFI 2027 se compare à une « LFI 2026 ajustée » qui reprend en réalité les chiffres du PLFR rejeté. Or la LFI 2026 (loi n° 2025-19 du 22 décembre 2025) reste le texte en vigueur. Quelle référence retenir pour mesurer les évolutions de 2027 ?

Indicateur	LFI 2026 votée	« Ajustée » (PLFR)
Recettes	6 188,8 Mds	5 848,7 Mds
Déficit	1 245,1 Mds	1 735,2 Mds
Déficit / PIB	5,37 %	7,6 %

Ayib Daffé a aussi repris le tableau des 15 projets dont les crédits baissent de 417,7 Mds, détaillé en partie 6.



PARTIE 2

Cadrage macroéconomique, sincérité budgétaire et subventions

Mamadou Yauck

Mamadou Yauck pose le cadre : une situation financière dégradée, des recettes 2027 dont la base légale est contestée, et des subventions à l'énergie plafonnées de 790,3 Mds en 2026 à 316,3 Mds en 2029.

Selon le groupe Pastef, le litre de super monterait de 202 FCFA et celui de gasoil de 466 FCFA. Le groupe propose plutôt de baisser subventions et taxes en même temps.

Le contexte hérité

- Audit des finances publiques : déficit budgétaire de 14 %, endettement du secteur public total de 128,6 % (travaux de l'IGF et de la Cour des comptes).
- Suspension du programme de 1,8 milliard de dollars conclu avec le FMI en juin 2023.
- Situation financière dégradée et accès difficile aux marchés internationaux.

Sincérité : des recettes 2027 sans base légale

Pour le groupe Pastef, le PLFI 2027 chiffre trois mesures que seul le PLFR 2026, rejeté, instituait.

Mesure	Où elle apparaît en 2027	Texte qui l'instituait	Constat du groupe
CSE — 41,94 Mds de recettes 2027	PLFI 2027, p. 8	PLFR 2026, art. 29 (p. 22), rejeté	Seul le PLFR rejeté (art. 29, art. 220 ter du CGI) institue la CSE
IMF — plafond porté de 5 à 10 M FCFA	Voies et Moyens 2027, p. 13	PLFR 2026, art. 28 (p. 21), rejeté	Le plafond ne figure que dans le PLFR rejeté ; le PLFI ne le reprend dans aucun article
Marquage fiscal — en vigueur en 2027	Voies et Moyens 2027, p. 8	PLFR 2026, art. 33 (p. 26), rejeté	Institué par les art. 33 à 39 du PLFR rejeté

Le sigle CSE est développé différemment selon les sources : « contribution de solidarité économique » (transcription, qui la présente comme remplaçant la taxe sur les transferts d'argent, assise sur le chiffre d'affaires des opérateurs) ou « contribution spéciale sur les entreprises » (dossier).

Deux modèles de financement de l'énergie

	Modèle actuel du Gouvernement	Modèle du groupe Pastef
1	Prix à la pompe relevés le 15 août : gasoil 755 (+75), super 990 (+70) FCFA/l	Partir du prix parité importation (douane, TVA, prélèvements, marges et volumes, produit par produit)
2	L'État comble l'écart : 132 FCFA/l (super) et 391 (gasoil), environ 58 Mds par mois	Réduire les subventions : l'État cesse de combler l'écart
3	Les taxes restent : 444 (super) et 326 FCFA/l (gasoil) ; l'État taxe d'une main et subventionne de l'autre	Moduler les taxes : elles baissent en même temps
4	Le budget finance : 790,3 puis 477,0 Mds ; l'investissement sert de variable d'ajustement (−555 Mds dans le PLFR rejeté)	Contenir le prix à la pompe : il est sanctuarisé

Le groupe affirme que la neutralité budgétaire de son modèle est « démontrée par simulation » ; cette simulation n'a pas été présentée.

Structure du prix réel du litre

FCFA	Super	Gasoil
Prix hors taxes payé à la pompe	546 (48,7 %)	429 (37,4 %)
Taxes	444 (39,6 %)	326 (28,4 %)
Subvention de l'État	132 (11,8 %)	391 (34,1 %)
Prix réel	**1 122**	**1 146**

Subventions plafonnées

Année	Mds FCFA	% du PIB	Sur un an
2026 (PLFR)	790,3	3,3 %	—
2027 (PLFI)	477,0	1,7 %	−40 %
2028 (plafond)	451,1	1,5 %	−5 %
2029 (plafond)	316,3	1,0 %	−30 %

Le Gouvernement justifie la réforme par un constat : 65 % de la subvention aux carburants irait aux 20 % de consommateurs les plus aisés. L'orateur conteste ce chiffre : selon l'enquête EHCVM, le quintile le plus aisé capterait 41 % de la subvention, et le 4e quintile 19 %. Il rappelle aussi que la LFI 2026 prévoyait 250 Mds de subventions, portés à 790 Mds par la guerre au Moyen-Orient et la flambée du Brent, et que les 477 Mds de 2027 reposent sur un baril à 78 dollars.

Prix-formule et lissage : la hausse est étalée, pas évitée

Chaque mois, la CRSE calcule un prix-formule (prix paritaire à l'importation, coûts logistiques, marges, fiscalité). Un mécanisme de lissage plafonne la hausse mensuelle jusqu'à ce que la pompe rejoigne le prix réel. Selon le groupe Pastef, le consommateur finit par payer le prix réel, et les baisses ne sont pas répercutées tout de suite : l'écart accumulé est d'abord résorbé.

Carburants : qui paie, qui est protégé

Prix du litre (FCFA)	Avant août 2026	Depuis le 15 août	Prix réel	Hausse cumulée
Supercarburant	920	990 (+70)	1 122 (+132)	+202
Gasoil	680	755 (+75)	1 146 (+391)	+466

Hausse directe	Protégés, temporairement ou sous conditions	Touchés quand même
Automobilistes (super) : convergence plus rapide	Ménages du RNU : transferts de 140 Mds par an (bourses de sécurité familiale)	Tous, par les effets de second tour : transport, prix alimentaires
Usagers du gasoil en station : ajustement graduel	Transports en commun et chaînes essentielles (boulangeries) : soutien temporaire	Ménages hors RNU : aucun transfert
Gros consommateurs miniers et industriels : subvention supprimée	Butane 2,7, 6 et 9 kg ; essence pirogue sous registre	Butane 12,5 et 38 kg : soutien progressivement réduit

Le soutien à la pêche artisanale serait conditionné à un registre fiable des pêcheurs et des embarcations, à une identification numérique et à des quotas liés à l'activité réelle.

Les ménages pauvres, les plus touchés

Étude DGPE (Sénégal Planning Paper n° 30, 30 mai 2024) : perte de bien-être pour une hausse de 10 % des prix de l'énergie.

Quintile	Perte
Q1 (plus pauvres)	−3,90 %
Q2	−2,63 %
Q3	−2,51 %
Q4	−2,46 %
Q5 (plus aisés)	−3,02 %

Électricité : une tranche protégée

Tranche mensuelle	FCFA/kWh	Statut
0 à 150 kWh	82,00	Protégée
151 à 250 kWh	136,49	Exposée
Plus de 250 kWh	159,36	Exposée

Tarif fondé sur le coût, révisé chaque trimestre par la CRSE. Hausses ordinaires possibles de novembre à mai (7 mois sur 12) ; protection de juin à octobre.



PARTIE 3

Équilibre et financement du budget

Dr Babo Amadou Bâ

Le besoin de financement de la LFI 2026 ajustée atteint 6 075,2 Mds, porté surtout par 4 307 Mds d'amortissement de la dette, sans programme FMI pour l'appuyer.

Le besoin de financement 2026

Au-delà du déficit (1 245 Mds) et de l'enveloppe d'arriérés (300 Mds), il reste à couvrir l'amortissement de la dette (4 307 Mds), les rétrocessions (172 Mds) et le déficit OPEX (50 Mds).

Au total, 4 530 Mds restent à couvrir.

Les sources de financement

- **Marché régional**, première source. En 2025, les banques locales ont converti environ 1 000 Mds de créances à court terme en obligations de 3 à 10 ans ; environ 900 Mds de financements nouveaux sont aussi cités.
- **Appuis budgétaires** : 46,3 Mds seulement, sans programme FMI en 2026 et avec des décaissements suspendus.
- **Tirages sur prêts-projets** : 1 115,7 Mds au lieu de 1 355 prévus (−239,3 Mds).

Sur UMOA-Titres, le Sénégal a mobilisé 2 829 Mds en 2026 pour 1 835 Mds de tombées, soit 994 Mds nets.

Les appuis budgétaires attendus en 2027

Le PLFI 2027 inscrit 800 Mds en « tirage programme ». Un accord de principe de 1 243 Mds sur 36 mois est annoncé, soit 475 % de la quote-part (323,6 millions de DTS, environ 260 Mds FCFA). L'intervenant demande de distinguer tirages sur DTS, appuis réellement disponibles et financements encore conditionnés à un accord.

Les arriérés intérieurs

Il reste 1 956,3 Mds d'arriérés. L'enveloppe passe de 300 Mds en 2026 à 480 Mds en 2027, soit 24,5 % du stock : plus de quatre ans pour tout apurer.

Catégorie	Mds FCFA
Fournisseurs	712
Subventions	464
Dettes fiscales	286
Autres	494,3
Total	**1 956,3**

Service et viabilité de la dette

Les remboursements culminent en 2026 et la tension se reporte sur 2027. L'intervenant compare l'ancien cadre LIC-DSF au cadre réformé en 2026 et insiste sur une distinction : une difficulté de refinancement à court terme (liquidité) n'est pas une insolvabilité structurelle.



PARTIE 4

Le PRES, loin de ses ambitions

Cheikh Fatma Diop

Le PLFR 2026 ramène les recettes attendues du PRES de 762,6 à 311,5 Mds (−451,1 Mds, −59,1 %), et 19 des 44 projets stratégiques perdent 284,8 Mds.

Les ambitions de départ

Le PRES visait 5 667 Mds FCFA à mobiliser, à 90 % de façon endogène, pour 4 605 Mds de dépenses et 1 062 Mds de recettes fiscales.

Source de ressources	Mds FCFA
Ressources domestiques additionnelles	2 111
Financement endogène complémentaire	1 352
Recyclage d'actifs publics	1 091
Économies sur la taille de l'État	50
Total	**4 604**

Ces quatre sources totalisent 4 604 Mds sur les 5 667 Mds annoncés.

Les recettes attendues et leur révision

Mesure (LFI 2026)	Prévision, Mds
Taxation des jeux de hasard	300
Rationalisation des dépenses fiscales	100
Régularisation foncière	100
Taxation du Mobile Money	76,5
Conventions de concession téléphonique	50
Taxe sur l'exportation d'or	26,3
Droits d'importation sur les téléphones	18,8

Les 14 mesures de la LFI 2026 devaient rapporter 762,6 Mds. Dans le PLFR 2026, les recettes fiscales du PRES tombent de 703,6 à 303,5 Mds (−400,1) et les recettes non fiscales de 59 à 8 Mds (−51).

Jeux de hasard. À fin août 2026, la mesure n'avait rendu que 48,7 % de sa cible, en raison de difficultés de mise en œuvre et de collecte à la source. Pour l'intervenant, ces difficultés ne prouvent pas que le potentiel fiscal du secteur est plus faible.

Les projets stratégiques et leurs coupes

44 projets sont annoncés pour 499,2 Mds de crédits de paiement : infrastructures 133,7 ; industrie et commerce 119,4 ; hydraulique et assainissement 60,6 ; transports 60 ; infrastructures des JOJ 43,2 ; agriculture et élevage 22,6 ; urbanisme et logement 20,8 ; santé 12,2 Mds (soit 472,5 Mds détaillés).

Les coupes sur 19 projets atteignent 284,8 Mds, soit 57 % de l'enveloppe : coopératives agricoles communautaires, Grand Transfert d'Eau, électrification rurale, SONACOS, centres de santé, aéroport de Ziguinchor, ligne Dakar-Kidira, infrastructures universitaires, deux avions d'Air Sénégal.

Réformes en attente et recyclage d'actifs

Trois réformes ne sont pas mises en œuvre : allègement du Code des marchés publics et de la loi PPP, véhicules d'investissement pour la diaspora, centrale d'achat public.

Le recyclage des actifs publics doit apporter 1 091 Mds (pont de Foundiougne, Dakar Arena, autoroute Dakar-Saint-Louis, patrimoine bâti, ports et aéroports). Questions posées : quels actifs, quel calendrier, quelle valorisation, et quelle articulation entre le partenariat BOAD pour le FOVAS et le transfert envisagé de 1 000 Mds d'actifs au FONSIS ?



PARTIE 5

Lecture économique de la LFI 2026 et du PLFI 2027

Aliou Diouck

Le PLFI 2027 prévoit moins de recettes et un déficit plus lourd que la LFI 2026, et l'investissement en fait les frais : −792,1 Mds.

Indicateur (Mds FCFA)	LFI 2026	PLFI 2027	Écart
Recettes	6 188,8	6 012,1	−176,7
Dépenses	7 433,9	7 363,7	−70,2
Déficit	1 245,1	1 351,7	+106,6
Investissements programmés	2 803,9	2 011,8	−792,1 (−28,25 %)

Les dépenses totales ne baissent que de 70 Mds, mais l'investissement perd 792 Mds : l'ajustement porte sur l'investissement.

Les secteurs où l'État se désengage

Secteur	Variation
Industrie et commerce	−60,9 %
Transports	−56,5 %
Infrastructures	−16 %
Hydraulique	−10,8 %
Emploi et formation	−10,7 %

Projets dont les crédits sont réduits

Acquisition de deux avions pour Air Sénégal ; 35 centres de santé ; Grand Transfert d'Eau ; autoroute à péage Mbour-Fatick-Kaolack ; programme des 30 000 logements ; renouvellement des installations de la SONACOS ; centre d'oncologie de Diamniadio ; projets agricoles et industriels. Le détail chiffré figure en partie 6.



PARTIE 6

Analyse des projets coupés

Amadou Bâ (« N2 »)

Pour Amadou Bâ, le PLFR 2026 et le PLFI 2027 sont des budgets de restructuration et d'austérité : 15 projets perdent 417,7 Mds de crédits (−87 %) et cinq hôpitaux n'ont aucun crédit de paiement. Il y voit un décalage entre les projets annoncés et les moyens prévus pour les réaliser.

Cinq hôpitaux sans crédits de paiement

Hôpital	AE PLFR 2026	CP PLFR 2026
Mbour	94 Mds	0
Kaolack	94 Mds	0
Ziguinchor	92 Mds	0
Saint-Louis	78 Mds	0
Bakel	71 Mds	0
Total	**429 Mds**	**0**

Dans le PLFI 2027

Ces projets sont regroupés sur une seule ligne « quatre hôpitaux » : 98,35 Mds d'autorisations d'engagement et 91,12 Mds de crédits de paiement. Le rapport économique et financier cite Saint-Louis, Ziguinchor, Mbour et Kaolack, mais plus Bakel.

L'investissement recule

−792,1 Mds entre la LFI 2026 et le PLFI 2027 (−28,2 %, détail en partie 5). Sa part dans les dépenses tombe de **37,7 % à 27,3 %**, alors que les subventions à l'énergie et les intérêts de la dette augmentent. Pour l'intervenant, chaque milliard retiré de l'investissement est un projet retardé et une richesse potentiellement perdue.

15 projets : −417,7 Mds de crédits de paiement

Projet (Mds FCFA)	LFI 2026	PLFR 2026	PLFI 2027	Écart	Var.
Deux avions pour Air Sénégal	66,0	40,5	0,0	−66,0	−100 %
Agropole Centre (Sine Saloum)	53,1	2,7	0,4	−52,8	−99 %
35 centres de santé	60,0	0,0	10,0	−50,0	−83 %
Grand Transfert d'Eau / Touba	50,0	0,0	8,85	−41,1	−82 %
Autoroute Mbour-Fatick-Kaolack	35,6	10,3	0,3	−35,3	−99 %
Désenclavement des zones de production (PDZAM)	45,7	22,8	14,7	−31,0	−68 %
Usine de dessalement d'eau de mer	27,4	19,2	1,0	−26,4	−96 %
Renouvellement des installations de la SONACOS	25,0	0,0	0,0	−25,0	−100 %
Centre d'oncologie de Diamniadio	25,0	5,5	2,5	−22,5	−90 %
Programme des 30 000 logements	20,0	0,0	0,62	−19,4	−97 %
Résorption des abris provisoires (BOAD)	29,13	13,13	11,09	−18,0	−62 %
ESPOIR-Jeunes (ISEP)	12,6	7,1	0,0	−12,6	−100 %
46 lycées départementaux	10,6	0,0	0,0	−10,6	−100 %
Infrastructures sportives de proximité	7,1	3,7	2,1	−5,0	−70 %
23 centres de formation professionnelle	15,0	5,0	13,0	−2,0	−13 %
Total	**482,2**	**129,9**	**64,5**	**−417,7**	**−87 %**

Le rejet du PLFR ne retire aucun crédit de la LFI 2026 en vigueur : ces projets gardent leurs crédits 2026, la baisse porte sur 2027.

Sources des biographies

- Mamadou Yauck — Sika Finance, « Mamadou Yauck nommé conseiller du Président de l'Assemblée nationale », 28 janvier 2025 ; SenePlus, projections des législatives, novembre 2024.
- Dr Babo Amadou Bâ — EnQuête+, entretien avec le DG du 3FPT, 2024 ; Seneweb, 13 novembre 2026 ; Xalaat TV, 23 septembre 2026.
- Cheikh Fatma Diop — Senego, août 2026 ; Rewmi ; Xalima (RFI), 2024 ; PressAfrik, 2021.
- Aliou Diouck — Senego, octobre 2026 ; SenePlus et Seneweb, 8 novembre 2026.
- Amadou Bâ — vie-publique.sn, fiche député ; Le Soleil et AllAfrica, septembre 2025 ; Seneweb et Senego, juin 2026.
- Ayib Daffé — Le Soleil, « Mohamed Ayib Daffé, la loyauté récompensée », décembre 2024 ; AllAfrica, octobre et novembre 2025.

MAD. — Dossier réalisé à partir du dossier de synthèse de la conférence, de l'extrait vidéo diffusé par Jàllale TV et d'une transcription partielle. Photos fournies par la rédaction.